

Communiqués internationaux du Secrétariat national aux Droits de l'Homme du PS (1981-1983)

1982

Communiqué du 26/10/1982 sur l'URSS

Voici qu'une nouvelle fois, le non-respect du droit à l'émigration des juifs d'URSS provoque un drame. Mais « inlassablement » est de trop. Car, justement, il a fini par se lasser, et le 27 septembre il a commencé une grève de la faim pour en finir avec les mauvais traitements, le cachot, l'interdiction de correspondre, et par-dessus tout le silence des autorités soviétiques sur l'essentiel, c'est-à-dire le droit d'émigrer.

Voici un mois que cela dure et Chtcharanski est dans un état très grave.

Il faut le sauver.

Comme nous l'avons fait voici dix mois pour Andrei. Sakharov, qui se battait alors pour le droit de sa belle-fille à émigrer, nous devons écrire à l'ambassade d'URSS à Paris, envoyer des télégrammes, bref nous manifester de toutes les façons, afin de sauver Chtcharanski de la mort.

C'est possible.

(Michel de la Fournière, secrétaire national aux Droits de l'Homme et aux Libertés)

Communiqué du 02/11/1982 sur l'Uruguay

Uruguay

« Cette procédure, disent-ils, a d'ailleurs rencontré celle entamée pour les mêmes raisons par le Front Elargi dont Liber Seregni est, il faut le rappeler, Président. Des adhérents uruguayens s'étaient substitués en fait au bureau du Comité et ont donc perdu la confiance du Comité et celle du Front Elargi ».

C'est pourquoi nous prévenons tous nos responsables de ne pas entamer des actions en faveur de Seregni sans prendre contact et par écrit avec Solidarités Internationales (98 rue de l'Université - 75007 Paris). En effet des rencontres entre différentes organisations dont Solidarités Internationales ont eu lieu en vue d'actions communes en faveur du Général Seregni.

1983

Communiqué du 03/02/1983 sur le Nigéria

NIGERIA : "EXODE"

Ils expriment la situation de profond, instabilité dans laquelle vit le continent africain, instabilité aggravée par les fluctuations des cours des matières premières qui stimulent ou freinent brutalement tel ou tel secteur d'activité. Ici le pétrole, là le cacao, ailleurs le bois ou le cuivre : la survie de millions d'êtres humains peut être mise en cause tout d'un coup par les secousses du marché mondial.

Le drame actuel montre une fois de plus que la voie du développement autocentré est la seule susceptible d'assurer aux pays du Tiers-Monde une certaine stabilité et une chance de progrès social.

Dans l'immédiat, le Parti socialiste demande que tout soit fait pour atténuer la rigueur des expulsions, et rappelle que la charte africaine des Droits de l'Homme, signée entre autres par le Nigéria en juin 81, interdit l'expulsion collective des étrangers.

Communiqué du 10/04/1983 sur les Territoires palestiniens

Comme tous ceux qui souhaitent ardemment la paix au Proche-Orient, les Socialistes français sont aujourd'hui en deuil d'Issam Sartou. Ce militant palestinien avait compris qu'un peuple ne peut construire son état sur la négation d'un autre peuple, c'est pourquoi il défendait au sein de l'OLP la thèse de la double reconnaissance, celle de l'Etat d'Israël par les Palestiniens et celle d'un Etat palestinien par les Israéliens.

Il faut tout faire pour que le crime se retourne contre ses auteurs, pour que la mort de ce militant de la liberté des peuples éclaire les uns et les autres, et que, dans la mort, Issam Sartaoui serve la paix encore davantage, lui qui fut toute sa vie un homme de bonne volonté.

Communiqué du 27/04/1983 sur Divers

JOUR ANNIVERSAIRE DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

135 années ont passé et les conditions économiques et sociale ont profondément changé. Certaines formes d'exploitation ont disparu, d'autres se sont développées, cependant que l'essor du mouvement ouvrier permettait, à partir de la proclamation du « droit au travail » sous la même Seconde République, de grandes conquêtes sociales. Ainsi la suppression de l'esclavage par les Républicains de 1848, comme la suppression du féodalisme par la première révolution française, et comme les lois sociales du Front Populaire est-elle une étape sur le long chemin de la conquête progressive des droits de l'homme. La Gauche française, aujourd'hui au pouvoir tient sa place dans ce combat : l'abolition de la peine de mort, et la suppression des tribunaux d'exceptions en sont des symboles éclatants parmi d'autres.

Le Parti socialiste rappelle que l'axe fondamental de son projet politique est la lutte contre les inégalités sociales en France, et la solidarité active avec les peuples du Tiers-Monde, notamment ceux qui sont victimes d'un racisme ouvert ou déguisé. En déposant, au lendemain de son élection, une rose sur la tombe de Victor Schœlcher, le Président de la République a voulu marquer cette continuité du combat pour les droits de l'homme entre les Républicains d'hier et les Socialistes d'aujourd'hui.